

Bernard Thibault rencontre les salariés

Journée marathon dans le Val-de-Marne pour Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, qui vient à la rencontre des salariés de différentes branches. Il débutera son périple par une visite, à 8 heures, à l'union locale CGT d'Orly, située dans l'aéroport, pour évoquer la situation de l'entreprise Alzya, qui emploie plus de 2 000 salariés et devrait être prochainement vendue. L'étape suivante sera le lycée Gutenberg, 16, rue de Suresure à Créteil, à partir de 10 heures. Là, il reviendra sur les 16 000 postes supprimés dans l'Education nationale alors que près de 80 000 nouveaux élèves seraient accueillis dans les écoles. Il profitera de ce passage pour réclamer la réouverture de l'PUFEM. Son passage dans le département se clôturera avec une rencontre avec les personnels hospitaliers à l'hôpital Albert-Chenevier, rue du Mont-Mesly à Créteil, dès 14 heures, pour tenter de briser en brèche les différentes menaces qui pèsent sur les services.

Fermeture du boulevard pour cause d'œuvre d'art

Attention œuvre d'art ! Aujourd'hui, en raison de l'installation toute la journée de deux sculptures de 12 m de haut à l'entrée de ville de Vihy-sur-Seine sur la N 305, le boulevard de Stalingrad sera fermé à la circulation de 6 heures à 14 heures dans le sens Paris-province et de 12 heures à 18 heures dans le sens province-Paris. Une déviation sera mise en place pour la voie temporairement fermée.

Les défenseurs de Mondor toujours mobilisés

« **D** l'optimisme vigilant. » La formule revient à Michel Herbillon, député-maire UMP de Maisons-Alfort. Mais hier, tous les défenseurs du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil l'ont reprise à leur compte. A quelques jours de la clôture de la mission de l'inspection générale des affaires sanitaires (Igas), syndicalistes, hospitaliers universitaires et élus tentent de faire le point sur le dossier.

Depuis un an, le service phare du CHU est menacé de fermeture dans le cadre de la réorganisation de la filière dans la région. Au terme d'une année de combat et de plus de

100 000 signatures récoltées, le collectif de défense a le sentiment que ses arguments ont été entendus et été par les inspecteurs de l'igas, missions par le ministre en mai.

En un an, le nombre de patients a augmenté de 20 % et les opérations lourdes de presque 50 %

Ces derniers doivent être reçus aujourd'hui à la mairie de Créteil et au conseil général. « Les propos tenus nous permettent d'avoir un opti-

mise vigilant », résume Fabien Cohen, de la coordination de défense de Mondor. Même si les syndicalistes de la CGT ou de SUD-Santé sont plus mesurés, l'igas reste missionnée pour in fine désigner le service qui doit fermer entre Mondor, la Prité-Sapèrière, Pompidou ou Bichat.

Les hospitaliers sont quant à eux plutôt confiants. La seule fille du service, sa faible activité sur laquelle s'appuyait l'agence régionale de santé ou l'Assistance publique pour désigner le service de Mondor, est aujourd'hui dépassée.

En un an, depuis l'arrivée du nouveau chef de service, le nombre de patients a augmenté de 20 %, les opérations

lourdes avoisinent les 600 contre 400 sous l'ère de son prédécesseur. Le service se retrouve à l'avant-garde sur le plan de la chirurgie valvulaire et gimpe à la 2^e place sur le plan des transplantations. Des projets universitaires de recherche sont en cours. Et les demandes de formation des jeunes chirurgiens affluent à nouveau.

Bataillant entre optimisme et méfiance, les défenseurs de Mondor veulent cependant maintenir la pression. Ils appellent à un nouveau rassemblement le 4 octobre. Au moment même où l'igas devrait rendre son rapport.

ANÈS VIVIS

SÉNATORIALES Divisions à gauche : face à la coalition, le MRC fait cavalier seul

Cette mésaventure pourrait coûter cher. Hier soir, à quelques heures de déposer sa liste, la gauche (PS, PC, Verts, PRG) n'avait toujours pas trouvé d'accord avec l'un de ses partenaires traditionnels, le Mouvement républicain et citoyen (MRC). Depuis des semaines, le parti de Jean-Pierre Chevènement réclame la 5^e place, dévolue à un socialiste.

Une place chahutée : en cas de démission des premiers de la liste, et dans l'hypothèse où la gauche renporte bel et bien quatre sièges lors du

vote du 25 septembre, le cinquième candidat peut se retrouver au Sénat.

Or, c'est la 7^e place qui est proposée au MRC. Un rang de suppléant qui soulève la colère des chevronnés, déjà malmenés selon eux sur le plan national.

Résultat : le MRC va déposer une liste autonome au plus tard vendredi, date limite de dépôt des listes.

« Ce n'est pas une menace, assure Bastien Faudot, premier secrétaire fédéral du MRC 94. On tire les conséquences de ne pas être pris en considération et de ne pas figurer

parmi les 6 candidats éligibles. » Mais les socialistes n'en démordent pas. « Nous n'avons que deux candidats sur les huit, explique Luc Carvounas, patron du PS 94 et désormais tête de liste. Je ne comprends pas cette position un peu rigide du MRC. »

Eparpillement des voix

Sauf qu'une autre liste à gauche pourrait servir de défoi à certains grands électeurs. Du coup, un éparpillement des voix pourrait faire perdre à la gauche toute possibilité

AV.